

Rassemblement des praticiens du soin psychique et des associations de patients et de familles

Avant de considérer les atteintes portées des derniers temps aux soins psychiques, je veux parler de la réalité d'un service d'hospitalisation. C'est aussi cela que nous vivons dans notre quotidien.

J'ai été appelée dans la matinée du 1<sup>er</sup> mai par la cadre de pôle du service où je travaille, à l'hôpital les Murets dans le Val de Marne, pour me prévenir qu'une infirmière avait été gravement agressée la nuit précédente. Alors j'y suis allée. J'y ai passé la journée, dans un état de sidération que nous vivons en équipe et dans la tension du service. J'ai une pensée pour cette femme ainsi que pour sa collègue, traumatisées, pour un autre patient également agressé, et pour le patient auteur de ces violences, qui va très mal et portera peut-être plus tard le poids de ce qu'il a fait.

A l'heure où je devais organiser mes pensées pour dire quelque chose de cohérent aujourd'hui, sur l'état actuel de la psychiatrie, c'était très difficile et mes pensées s'entrechoquaient. Je pensais au drame de Pau, réactualisé ces derniers jours dans les débats puants qui suivent le jugement dans l'affaire Sarah Halimi ; je pensais à la profusion des dispositifs de sécurité (DATI) qui ont proliféré suite à ce drame, aux nombreuses structures hyper-sécurisées qui sont sorties de terre depuis (UMD, USIP et UHSA), au discours de Sarkozy de 2008 suite au drame de Grenoble....mais aussi au rapport d'Adeline Hazan, en juin 2020, qui dit à quel point la dignité et les droits des patients sont bafoués dans nombre de structures où nous travaillons. Rapport extrêmement intéressant et inspirant. Il dit entre autres qu'il faut ouvrir les portes du pavillon – c'est le cas de celui où je travaille.

Et je me disais que professionnels et patients sont pris entre ces deux types d'injonctions : le sécuritaire et les droits des patients.

Tout cela avec des moyens humains réduits à peau de chagrin relativement aux demandes de soins exponentielles depuis 20 ans et avec des formations de plus en plus dénaturées, complètement axées sur le comportemental, sur la gestion de situations, vides de sens clinique.

Ces injonctions contradictoires, elles se répètent à l'infini, et nous rendent fous. Elles amènent un certain nombre d'entre nous à démissionner de leur travail, de leur engagement. Elles amènent aussi, peut-être, à ces situations de violence extrême.

Travaillant à l'hôpital, je pense notamment à l'article 84, cette espèce d'usine à gaz censée contrôler les mesures d'isolement et de contention...qui nous oblige juste à fournir encore plus de pièces administratives, qui ne serviront à rien mais sont obligatoires, nous amènent à rester encore davantage derrière nos écrans et à être encore un peu moins disponibles auprès des patients. Temps cliniques et institutionnels raccourcis voire supprimés, pensées tronquées par des formations insuffisantes.

Et pourtant il y a peu, à la CNP, le Pr Lejoyeux disait que cet article 84 se situait dans une politique d'amélioration continue de la qualité des soins !

Tout est fait pour qu'il n'y ait plus de pensée. Seul le symptôme compte, à maîtriser, à faire disparaître au plus vite. Surtout que la personne souffrant de trouble psychique soit rapidement sur pied ! Retrouvant sa place de maillon de la chaîne de production et, surtout !... qu'elle ne coûte pas trop cher.

L'hôpital psychiatrique, comme le reste de l'hôpital public, est devenue une machine à produire du soin. Seul est pensé le fonctionnement de la machine dans un unique but de réduire les coûts, sans projet de santé publique, sans pensée sur ce que sont la souffrance psychique et le soin psychique.

Derrière le symptôme il y a le cerveau. Vous aurez noté que le premier projet de recherche qui est sorti de la CNP concerne la systématisation d'IRM hyperspécialisées dont des algorithmes hypersophistiqués vont traiter les données, dans un grand big data au service d'on ne sait quelle firme. Les psychistes d'hier vont être remplacés par des informaticiens ! Attention à vos cerveaux !!

Aujourd'hui se produit l'aboutissement de 15 ans de lobbying des grandes entreprises capitalistes de France et d'ailleurs, qui ont transformé le paysage de la psychiatrie, avec l'introduction de programmes de rééducation à la norme, aussi bien des professionnels que des patients, de réadaptation à une vie sociale, où chacun est entrepreneur de lui-même, doit avoir un projet et le réaliser.

Pour les adultes, ces programmes s'appellent FondaMental. Lire l'épisode 2 du blog de M. Bellahsen sur le PassBipolaire.

Pour les enfants, cela s'appelle les plateformes d'orientation et de diagnostique pour enfants présentant des Troubles Neuro Développementaux.

Tout cela se passe dans l'absence totale de projet de loi-cadre sur la psychiatrie, mettant hors champ de pensée ce que l'on peut élaborer comme système de soins, non seulement pour soigner les personnes malades mais également pour faire société avec ces personnes présentant à un moment de leur vie ou toute leur vie, des troubles mentaux.

Le gouvernement, par la prochaine réforme du financement de la psychiatrie, va mettre tous les professionnels à ses ordres. Vont s'imposer, parce que ce sera le seul moyen d'avoir des dotations financières plus importantes, des prises en charge courtes de crise, hyperspécialisées en CMP ou lors d'hospitalisations courtes. A l'heure de la déstigmatisation, quand quelqu'un sortira d'un CMP, il aura son étiquette « psychotique en crise » sur le front. Encore une injonction contradictoire : faites dans la déstigmatisation mais organisez-vous par filières !

Par cette réforme du financement, le gouvernement va aussi privilégier les projets dits innovants, regroupant bien souvent la e-santé et les équipes mobiles intersectorielles.

Par cette réforme il balaie la psychiatrie de secteur, socle de la psychiatrie française, qui permet un accueil inconditionnel de tous, quand il en a les moyens. Système qui pourrait d'ailleurs servir de modèle à la réorganisation générale de notre système public de santé.

Le gouvernement utilise maintenant la Commission Nationale de Psychiatrie et bientôt les Assises nationales de la Psy et de la Santé Mentale pour appliquer les directives présidentielles, Emmanuel et Brigitte Macron ne cachant pas leurs relations privilégiées avec certains psychiatres, devenus subitement providentiels.

Les membres qui coordonnent les groupes ont déjà été bien triés sur le volet, faisant la part belle aux universitaires. Et on entend bien, dans le discours des technos de la DGOS qui encadrent ces réunions un recadrage sans cesse vers une nouvelle psychiatrie, où « l'allers-vers » est très à la mode, la gradation des soins, les parcours des soins, l'ingénieurisation des professionnels, les actes techniques des psychologues... alors que les incitations financières sont clairement énoncées comme levier d'organisation du modèle de soins.

Ces mêmes mots que l'on entend aussi de la bouche de Frank Bélivier, le délégué interministériel à la Psy et la SM, de FondaMental ou encore de Marion Leboyer, présidente de FM, qui refait surface dans les Assises Nationales de la Psychiatrie, voulues par le président dès le début de l'été.

Nous vivons dans une société complètement folle, où nous sommes de plus en plus contraints, tous, dans nos libertés et, pour ce qui nous concerne, dans nos métiers, dans nos soins. C'est le paradoxe de ce nouveau libéralisme qui n'en est pas un : déconstruire les politiques publiques de santé, laisser libre place aux marchés et à l'enrichissement, et serrer la vis de tous pour mieux servir ces intérêts-là.

AERI - 2 mai 2021

Delphine Glachant - Membre du Printemps de la psychiatrie